



Indian and Northern
Affairs Canada

Affaires indiennes
et du Nord Canada

Rapport annuel au Parlement

Loi sur la protection des renseignements personnels

2008 - 2009

Canada

**Publié avec l'autorisation du
ministre des Affaires indiennes et du Nord
canadien et interlocuteur fédéral auprès des
Métis et des Indiens non inscrits
Ottawa, 2009
www.ainc-inac.gc.ca
1-800-567-9604
ATME seulement 1-866-553-0554**

Version bilinque imprimée:

**QS-6220-077-BB-A1
Catalogue: R1-7/2-2009
ISBN:978-0-662-06982-9**

Version anglaise en ligne PDF:

**QS-6220-077-BB-A1
Catalogue: R1-7/2-2009E-PDF
ISBN:978-1-100-13030-9**

Version française en ligne PDF:

**QS-6220-077-BB-A1
Catalogue: R1-7/2-2009F-PDF
ISBN:978-1-100-91988-1**

**© Ministre des Travaux publics et des
Services gouvernementaux Canada**

**This publication is also available in English under the title:
Annual Report to Parliament Privacy Act 2008-2009**

RAPPORT SUR LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

INTRODUCTION

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (LPRP), adoptée en juillet 1983, avec sa loi complémentaire, la *Loi sur l'accès à l'information*, a pour objet de «compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant des institutions fédérales et de droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent» (article 2).

APERÇU

Les principes qui sous-tendent cette Loi sont les suivants :

- le public a le droit de consulter les documents de l'administration fédérale;
- les exceptions indispensables qui restreignent ce droit doivent être précises et limitées;
- la LPRP ne vise pas à remplacer les moyens actuels de fournir de l'information;
- les décisions relatives à la communication sont susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif; et
- à moins d'exceptions spécifiques, les renseignements personnels ne peuvent être communiqués sans la permission des individus auxquels ils appartiennent.

Le rapport annuel pour l'exercice financier 2008-2009 est présenté au Parlement conformément aux paragraphes 72(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADA ET LA DIRECTION DE L'ACCÈS À L'INFORMATION ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS - ADMINISTRATION

Le Secteur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) relève du Secrétariat ministériel, qui est tenu de rendre compte directement au sous-ministre et est représenté au Comité de la haute direction. Le Secteur comprend essentiellement deux domaines: l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.

Une des priorités d'Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) est de renforcer sa reddition de comptes relativement à la protection des renseignements personnels et à la gestion des renseignements personnels qu'il détient.

Pour ce faire, AINC a créé la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels, qui relève du Secteur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Le but premier de la Division est de veiller à ce qu'AINC soit en mesure de satisfaire à ses obligations en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de l'aider à renforcer la protection des renseignements personnels dans ses activités de gestion de programmes, en fonction des besoins. On porte une attention accrue à la capacité du Ministère d'être responsable des renseignements qu'il détient et de présenter des rapports à cet égard.

Le Ministère est conscient de l'importance de la gestion des renseignements personnels et il entreprend diverses initiatives en vue d'améliorer ses pratiques actuelles à ce sujet. Ces améliorations feront l'objet d'un compte rendu dans le prochain rapport annuel du Ministère.

Résolution des questions des pensionnats indiens Canada (RQPIC) a été intégré au Ministère en juin 2008. RQPIC a soumis au Parlement un rapport annuel distinct pour l'exercice 2007-2008. Pour l'exercice 2008-2009, toutes les informations et toutes les données concernant le RQPIC avant son intégration ont été ajoutées au rapport annuel d'AIPRP d'AINC.

MANDAT MINISTÉRIEL

Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) a deux mandats distincts, mais d'importance égale: les **affaires indiennes et inuites et le développement du Nord**. Ce vaste mandat est tiré largement de la *Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien*, de la *Loi sur les Indiens*, des lois territoriales et des obligations juridiques découlant du paragraphe 91(24) de la *Loi constitutionnelle*. Le Ministère est chargé d'administrer plus de 50 lois. Par conséquent, son mandat est complexe et la responsabilité d'une vaste gamme de programmes lui incombe.

Le ministère doit également satisfaire aux obligations et engagements du gouvernement du Canada à l'égard des Premières nations, des Inuits et des Métis, et assumer les responsabilités constitutionnelles du gouvernement fédéral dans le Nord. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est également l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits.

Le rôle de l'interlocuteur fédéral est d'être un point de contact entre le gouvernement du Canada et les Métis, les Indiens non inscrits et les Autochtones vivant en milieu urbain.

DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU MINISTRE

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le ministre délègue certains pouvoirs afin de permettre au Ministère de satisfaire à ses obligations en vertu des lois et pour assurer l'exercice de ses pouvoirs. Les responsabilités associées à tous les articles de lois ont été déléguées au secrétaire ministériel et au coordonnateur (directeur) de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels au sein du Secrétariat ministériel. On délègue également à certains membres du personnel des fonctions administratives particulières. Les ordonnances de délégation de pouvoirs du Ministère concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* se trouvent à l'annexe A.

SENSIBILISATION ET FORMATION

Au cours du dernier exercice, la promotion et la tenue de séances d'information ont été concentrées à l'administration centrale plutôt qu'à l'échelle régionale (20 séances). De nombreuses formations ont été offertes dans les régions en 2007-2008 et d'autres auront lieu en 2009-2010.

Le but des séances d'information est de faire connaître aux employés le processus d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP) et de les informer de leurs responsabilités en vue d'assurer la conformité du Ministère à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ces séances se sont avérées très efficaces pour établir de bonnes relations entre le bureau de l'AIPRP et les divers secteurs du Ministère, et sont donc considérées comme un précieux investissement.

Des séances sur l'AIPRP sont maintenant organisées dans le cadre des programmes ordinaires de formation du personnel et figurent au calendrier de formation des Ressources humaines. Il a été question de rendre la formation obligatoire pour tous les employés du Ministère.

Au bout du compte, la formation du personnel contribuera à améliorer notre capacité de remplir nos obligations législatives, y compris notre devoir de « prêter assistance ».

TENUE D'INFORMATION

Une description des catégories de documents institutionnels du Ministère se trouve dans les publications *Info Source* suivantes pour 2008-2009: *Sources de renseignements fédéraux* et *Sources de renseignements sur les employés fédéraux*.

Vous pouvez consulter les publications *Info Source* dans les bibliothèques publiques et universitaires, les bureaux de comté des députés fédéraux ainsi que sur Internet, à l'adresse <http://www.infosource.gc.ca>.

SALLE DE LECTURE

Une salle de lecture est ouverte aux personnes qui veulent consulter les archives du Ministère, publications et autres documents. La salle se trouve dans la bibliothèque ministérielle. Pour y accéder, il faut communiquer avec le personnel de la bibliothèque. Adresse de la bibliothèque:

10, rue Wellington
Gatineau (Québec) K1A 0H4
Téléphone : 819-997-8205
Télécopieur : 819-953-5491

ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE (ÉFVP)

L'ÉFVP est une évaluation par étapes du flux de données personnelles qui sont détenues aux fins d'un programme ou d'un service. Ce processus permet au Ministère de déterminer si des technologies, des systèmes d'information ou des initiatives nouvellement en place, ou des projets de programmes ou de politiques, satisfont aux exigences du gouvernement fédéral en matière de respect de la vie privée.

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels du Secteur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) a contribué à faire du processus d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) le point central des activités liées à la protection de la vie privée à Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC). En fournissant des conseils et une orientation, et notamment de la formation (verbalement et par écrit), la Division a permis aux bureaux responsables des programmes d'AINC d'intégrer la protection des renseignements personnels à la planification fondamentale de leurs programmes.

L'ÉFVP permet de relever les faits saillants concernant les renseignements personnels nouveaux ou existants (que ce soit sur copie papier ou dans les systèmes technologiques) en répondant aux questions concernant les renseignements recueillis, les personnes qui auront accès à l'information, la façon dont l'information et les données seront conservées, les contrôles administratifs en place, ainsi que la façon dont seront prises les décisions sur l'utilisation des données. De la mise en œuvre d'une ÉFVP au produit final, la Division fournit aux bureaux responsables des programmes et à leurs composantes une orientation en matière d'ÉFVP.

La Division a formulé des conseils d'importance cruciale sur la protection de la vie privée pour de nouvelles initiatives, dont ont découlé des changements qui amélioreront la protection de la vie privée dans le cadre des programmes du Ministère. Des procédures sont mises en place pour veiller à ce que la protection de la vie privée soit prise en compte tout au long du cycle de vie des processus et programmes d'AINC, et pour que le principe d'équité en matière d'information guide les décisions relatives aux politiques concernant la collecte et l'utilisation de données.

Au cours du dernier exercice, AINC a réalisé trois (3) ÉFVP :

Système des paiements de traités (SPT):

(Les résultats de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée ont été envoyés au Commissariat à la protection de la vie privée.)

Le Système des paiements de traités (SPT) sert à consigner les paiements de traités versés aux Premières nations et à faire le suivi de ces paiements. On a mis le SPT en place en 1995 afin de gérer les données produites en vertu des obligations du Canada en matière de paiements de traités, sous l'autorité du Secteur des services fonciers et fiduciaires. Le processus des paiements de traités est une singulière combinaison d'obligations issues de traités et de traditions, qui façonne la pratique et les méthodes du paiement des traités. AINC a restructuré le SPT en mai 2005 et il le soutient pleinement. Le nouveau logiciel est un système Internet qui remplacera complètement l'actuel SPT (fonctions et données). Le nouveau système sera accessible par Internet au moyen du réseau intranet sécurisé d'AINC. Le SPT contiendra des renseignements personnels recueillis par AINC. AINC a donc amorcé une EFVP pour examiner les conséquences du SPT sur la vie privée et garantir que les questions de vie privée soient établies dès le début du cycle de réalisation du projet et qu'elles soient correctement prises en compte dans les étapes futures du projet.

Système d'identification en temps réel (SITR):

(Les résultats de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée ont été envoyés au Commissariat à la protection de la vie privée.)

Le SITR est la solution envisagée pour aplaniir les difficultés attribuables au système courant d'identification dactyloscopique et de casier judiciaire par le remaniement et l'automatisation des processus en place. En transformant l'infrastructure actuelle sur papier en un système électronique transparent, AINC sera en mesure d'accomplir en quelques heures ou en quelques jours les tâches qui prennent aujourd'hui des semaines et des mois. Les processus électroniques prévus pour le SITR sont surtout un remaniement de services existants, c'est-à-dire que l'information reçue des clients ne changera que très peu.

Système de gestion des redevances (SGR):

(Les résultats de l'évaluation préliminaire des facteurs relatifs à la vie privée ont été envoyés au Commissariat à la protection de la vie privée.)

Le SGR est un système automatisé qui servira à faciliter l'administration, l'évaluation, la vérification et la prévision des redevances. Il garantira la reddition de comptes et l'assurance en matière de redevances. Le système a pour but d'aider la Direction de la gestion des ressources pétrolières et gazières à respecter ses obligations liées au régime des redevances en vertu de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*.

La base de données du SGR contient un nombre minime de renseignements personnels, qui figurent dans les formulaires qu'elle reçoit. Étant donné que l'accès au SGR sera régi par le contrôleur de la sécurité des applications ministérielles (CSAM), un nom d'utilisateur sera créé pour chacun des utilisateurs et sera entré dans le CSAM avec le nom et l'adresse de courriel d'affaires de la personne. Le système sera doté d'un fichier journal.

Veuillez voir les hyperliens ci-dessous pour accéder aux Évaluations des Facteurs relatifs à la Vie Privée.

Système des paiements de traités (SPT):

<http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/arp/ati/pia/eas-fra.asp>

Système d'identification en temps réel (SITR):

<http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/arp/ati/pia/rtid-fra.asp>

Système de gestion des redevances (SGR):

<http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/arp/ati/pia/tps-fra.asp>

COUPLAGE DE DONNÉES

Le couplage de données consiste à comparer des renseignements personnels provenant de différentes sources, y compris des sources au sein d'une même institution gouvernementale, à des fins administratives ou non. Le couplage de données peut être systématique ou récurrent. Il peut également être effectué de façon périodique, lorsqu'il est jugé nécessaire. Aux termes de cette politique, le couplage de données comprend la divulgation de renseignements personnels à d'autres organisations, ou le partage de tels renseignements à des fins de comparaisons.

Affaires indiennes et du nord Canada se réjouit de rendre compte du fait qu'aucun couplage de données n'a été effectué en 2008-2009.

DEMANDES EN VERTU DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Entre le 1^{er} avril 2008 et le 31 mars 2009, le Ministère a reçu 108 demandes d'information en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. De plus, 151 demandes présentées au cours de l'exercice précédent ont été reportées, ce qui porte à 331 le nombre total des demandes. Au cours de l'exercice, 324 demandes ont été traitées et sept (7) ont été reportées au prochain exercice. Le rapport statistique annuel sur les opérations associées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* se trouve aux pages 20 et 21.

Veuillez noter qu'en juin 2008, l'organisme connu sous le nom de Résolution des questions des pensionnats indiens Canada (RQPIC) a été intégré à AINC, ce qui a généré environ 300 demandes de plus qu'au cours de l'exercice précédent.

RÈGLEMENT DES DEMANDES

Voici la répartition des demandes reçues durant la période visée par le présent rapport :

• Communication totale	8
• Communication partielle	244
• Aucune communication (exclusion)	0
• Aucune communication (exemption)	0
• Traitement impossible	59
• Abandon de la demande	13
• Transmission	<u>0</u>
TOTAL	324

COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Les renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale **ne peuvent être communiqués**, à défaut du consentement de l'individu qu'ils concernent, conformément au paragraphe 8(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Suite aux trois cent vingt-quatre (324) demandes formelles faites en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, telles qu'énumérées ci-haut, il y a des communications autorisées par le paragraphe 8(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* qui peuvent être divulguées sans le consentement de la personne concernée (voir l'illustration 3). Ces communications représentent quatre cent quatre vingt-six (486) demandes et leur répartition est identifiée dans les paragraphes qui suivent.

Alinéa 8(2)(b)

La communication des renseignements personnels est autorisée « *aux fins qui sont conformes avec les lois fédérales ou ceux de leurs règlements qui autorisent cette communication* ».

Une (1) demande a été reçue et traitée en vertu de cet alinéa.

Alinéa 8(2)(d)

La communication des renseignements personnels est autorisée « *au procureur général du Canada pour usage dans des poursuites judiciaires intéressant la Couronne du chef du Canada ou le gouvernement fédéral* ».

Quarante-neuf (49) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

Alinéa 8(2)(e)

La communication des renseignements personnels est autorisée « à un organisme d'enquête [...] en vue de faire respecter des lois fédérales ou provinciales ou pour la tenue d'enquêtes licites ».

Cent soixante dix-huit (178) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

Alinéa 8(2)(f)

La communication des renseignements personnels est autorisée « aux termes d'accords ou d'ententes conclus d'une part entre le gouvernement du Canada [...] et, d'autre part, le gouvernement d'une province [ou d'un territoire] [...] en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites ».

Deux cent vingt-sept (227) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

Alinéa 8(2)(j)

La communication des renseignements personnels est autorisée « pour des travaux de recherche ou de statistiques, pourvu que soient réalisées les deux conditions suivantes : le responsable de l'institution est convaincu que les fins auxquelles les renseignements sont communiqués ne peuvent être normalement atteintes que si les renseignements sont donnés sous une forme qui permette d'identifier l'individu qu'ils concernent; et la personne ou l'organisme s'engagent par écrit auprès du responsable de l'institution à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification de l'individu qu'ils concernent ».

Deux (2) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

Alinéa 8(2)(k)

La communication des renseignements personnels est autorisée « à tout gouvernement autochtone, association d'autochtones, bande d'Indiens, institution fédérale ou subdivision de celle-ci, ou à leur représentant, en vue de l'établissement des droits des peuples autochtones ou du règlement de leurs griefs ».

Vingt-neuf (29) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

COMMUNICATIONS EN VERTU DE 8(2)

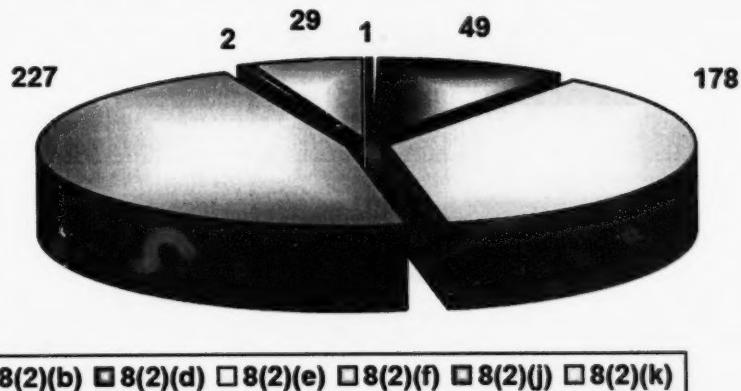


Illustration 3

PLAINTES ET ENQUÊTES

Au cours de l'exercice financier 2008-2009, aucune plainte à l'endroit du Ministère n'a été déposée au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada concernant le traitement des demandes en vertu de la *Loi*.



REPORT ON THE PRIVACY ACT
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution	Indian and Northern Affairs Canada / Affaires indiennes et du Nord Canada	Reporting period / Période visée par le rapport 04/01/2008 to / à 03/31/2009
I Requests under the Privacy Act / Demande en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels		
Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	180	
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	151	
TOTAL	331	
Completed during reporting period / Terminées pendant la période visées par le rapport	324	
Carried forward / Reportées	7	
II Disposition of request completed / Disposition à l'égard des demandes traitées		
1. All disclosed / Communication totale	8	
2. Disclosed in part / Communication partielle	244	
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	0	
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	0	
5. Unable to process / Traitement impossible	59	
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	13	
7. Transferred / Transmission	0	
TOTAL	324	
III Exemptions invoked / Exceptions invoquées		
S. Art. 18(2)	0	
S. Art. 19(1)(a)	1	
(b)	0	
(c)	1	
(d)	0	
S. Art. 20	0	
S. Art. 21	0	
S. Art. 22(1)(a)	0	
(b)	0	
(c)	0	
S. Art. 22(2)	0	
S. Art. 23 (a)	0	
(b)	0	
S. Art. 24	0	
S. Art. 25	0	
S. Art. 26	91	
S. Art. 27	2	
S. Art. 28	0	
IV Exclusions cited / Exclusions citées		
S. Art. 69(1)(a)	0	
(b)	0	
S. Art. 70(1)(a)	0	
(b)	0	
(c)	0	
(d)	0	
(e)	0	
(f)	0	
V Completion time / Délai de traitement		
30 days or under / 30 jours ou moins	118	
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	57	
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	68	
121 days or over / 121 jours ou plus	81	
VI Exemptions / Prolongations des délais		
Interference with operations / Interruption des opérations	6	0
Consultation	1	0
Translation / Traduction	1	0
TOTAL	8	0
VII Translations / Traductions		
Translations requested / Traductions demandées	0	
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	0
	French to English / Du français à l'anglais	0
VIII Method of access / Méthode de consultation		
Copies given / Copies de l'original	251	
Examination / Examen de l'original	0	
Copies and examination / Copies et examen	1	
IX Corrections and notation / Corrections et mention		
Corrections requested / Corrections demandées	0	
Corrections made / Corrections effectuées	0	
Notation attached / Mention annexée	0	
X Costs / Coûts		
Financial (all reasons) / Financiers (raisons)		
Salary / Traitement	\$ 150,000	
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement)	\$ 15,000	
TOTAL	\$ 165,000	
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)		
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	3	



REPORT ON THE PRIVACY ACT

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

**Supplemental Reporting
Requirements for 2008-2009**

Privacy Act

**Exigences en matière
d'établissement de
rapports pour 2008-2009
Loi sur la protection des
renseignements
personnels**

Treasury Board Secretariat is monitoring compliance with the Privacy Impact Assessment (PIA) Policy (which came into effect on May 2, 2002) through a variety of means. Institutions are therefore required to report the following information for the 2008-2009 reporting period.

Indicate the number of:

Preliminary Privacy Impact Assessments initiated: 3

Preliminary Privacy Impact Assessments completed: 4

Privacy Impact Assessments initiated: 7

Privacy Impact Assessments completed: 3

Privacy Impact Assessments forwarded to the Office of the Privacy Commissioner (OPC): 7

If your institution did not undertake any of the activities noted above during the reporting period, this must be stated explicitly.

Le Secrétariat du Conseil du Trésor surveille la conformité à la Politique sur l'Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) (qui est entrée en vigueur le 2 mai 2002) par divers moyens. Les institutions sont donc tenues de déclarer les renseignements suivants pour la période de déclaration 2008-2009.

Prière d'indiquer le nombre :

d'évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée amorcées : 3

d'évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée achevées : 4

d'évaluations des facteurs relatifs à la vie privée amorcées : 7

d'évaluations des facteurs relatifs à la vie privée achevées : 3

d'évaluations des facteurs relatifs à la vie privée acheminées au Commissariat à la protection de la vie privée (CPVP) : 7

Si votre institution n'a pas entrepris l'une ou l'autre des activités susmentionnées durant la période de rapport, cela doit être mentionné de façon explicite.

ANNEXE A

Appendix A

Ministre des Affaires Indiennes et
du Nord canadien et interlocuteur fédéral
auprès des Métis et des Indiens non inscrits



Minister of Indian Affairs and
Northern Development and Federal Interlocutor
for Métis and Non-Status Indians

Ottawa, Canada K1A 0H4

*Loi sur la protection des
renseignements personnels -
ordonnance de délégation de pouvoirs*

*Privacy Act –
Delegation Order*

En application des pouvoirs de désignation qui me sont conférés en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, j'autorise par la présente les employés exerçant des fonctions ou occupant le poste de secrétaire du Ministère, Secrétariat du Ministère (numéro de poste 12294), le coordonnateur / gestionnaire (numéro de poste 62185) de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et les employés qui leur succéderont, y compris les employés qui les remplacent en leur absence, ou toute personne ou agent désigné par écrit pour les remplacer à exercer ces pouvoirs, responsabilités ou fonctions dévolus au ministre en tant que chef de cette institution administrative en vertu de la Loi, et tels qu'énoncés dans l'annexe A ci-jointe.

J'autorise par la présente les conseillers principaux de l'Accès à l'Information et de la protection des renseignements personnels (numéros de postes 62384, 12590, 12061 et 12068), ainsi que ceux qui leur succéderont, y compris, en leur absence, toute personne ou agent désigné par écrit pour agir en son nom, à exercer les pouvoirs, les responsabilités ou les

Pursuant to the powers of designation conferred upon me by Section 73 of the *Privacy Act*, the persons exercising the functions or positions of Corporate Secretary, Corporate Secretariat (position number 12294), and the departmental Access to Information and Privacy Coordinator / Manager (position number 62185) and their respective successors, including in their absence, a person or officer designated in writing to act in the place of the holder of any such functions or positions are hereby designated to exercise those powers, duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the Act, and as set out in the attached Schedule A.

The departmental Access to Information and Privacy Senior Advisors (position numbers 62384, 12590, 12061 and 12068) and their respective successors, including in his/her absence, a person or officer designated in writing as being authorized to act in the place of the holder of any such function or position, are hereby designated to exercise those

ANNEXE A

fonctions dévolus au ministre en tant que chef de cette institution administrative du gouvernement en vertu de la Loi, et tel qu'énoncées dans l'annexe B ci-jointe.

duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the Act, and as set out in the attached Schedule B.



Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
Minister of Indian Affairs and Northern Development

Signé à Gatineau, le 26 mai, 2008
Dated at Gatineau, the 26 of May, 2008

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA
LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Articles et Pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 8(2) Divulguer des renseignements personnels sans le consentement de l'individu qui le concerne
- 8(4) Conserver des copies des demandes reçues en vertu de l'alinéa 8(2)(e), une mention des renseignements communiqués et mettre cette copie et cette mention à la disposition du Commissaire à la protection de la vie privée
- 8(5) Aviser par écrit le commissaire à la protection de la vie privée de la communication des renseignements en vertu de l'alinéa 8(2)(m)
- 9(1) Faire un relevé de l'usage des renseignements personnels
- 9(4) Aviser le Commissaire à la protection de la vie privée de l'usage de l'information à des fins compatibles avec celles auxquelles les renseignements ont été recueillis et mettre le répertoire à jour
- 10 Verser les renseignements personnels dans les fichiers de renseignements personnels
- 11(a) Faire publier annuellement un répertoire de tous les fichiers de renseignements personnels et leurs contenus respectifs
- 11(b) Faire publier annuellement un répertoire de tous les renseignements personnels qui ne sont pas contenus dans un fichier spécifique
- 14 Répondre à la demande de communication de renseignements dans les délais prévus par la loi; communiquer les renseignements ou aviser le demandeur
- 15 Proroger le délai et en aviser le demandeur
- 16 Refus de communication
- 17(2)(b) Version de la communication ou autre forme de communication
- 17(3)(b) Autre forme de communication

ANNEXE A

- 18(2) Refus de divulguer de l'information se trouvant dans un fichier inconsultable**
- 19(1) Refus de divulguer des renseignements personnels obtenus à titre confidentiel d'un autre gouvernement**
- 19(2) Divulguer au besoin des renseignements personnel mentionnés à l'alinéa 19(1) si le gouvernement en question consent à la divulgation ou rend les renseignements publics**
- 20 Refus de divulguer des renseignements portant préjudice aux affaires fédérales provinciales**
- 21 Refus de divulguer des renseignements portant préjudice à la conduite des affaires internationales et à la défense**
- 22 Refus de divulguer des renseignements portant préjudice au maintien de l'ordre public et à des enquêtes**
- 23 Refus de divulguer des renseignements recueillis pour des enquêtes de sécurité**
- 24 Refus de divulguer des renseignements recueillis par le Service canadien des pénitenciers, le Service national de libération conditionnelle ou la Commission nationale des libérations conditionnelles**
- 25 Refus de divulguer des renseignements pouvant nuire à la sécurité des individus**
- 26 Refus de divulguer de l'information concernant d'autres individus, et refuser de les divulguer lorsque leur communication est interdite en vertu de l'article 8**
- 27 Refus de divulguer des renseignements personnels qui sont protégés par le secret professionnel liant un avocat à son client**
- 28 Refus de divulguer des renseignements sur la santé physique ou mentale de l'individu lorsque leur communication lui desservirait**
- 31 Prendre connaissance de l'avis du Commissaire à la protection de la vie privée de son intention d'enquêter**
- 33(2) Présenter des observations au Commissaire à la protection de la vie privée pendant une enquête**
- 35(1) Prendre acte des constations du rapport du Commissaire à la protection de la vie privée à la suite de son enquête et l'aviser des mesures prises**

ANNEXE A

- 35(4) Communiquer les renseignements au plaignant après en avoir avisé le Commissaire à la protection de la vie privée en vertu de l'alinéa 35(1)(b)
- 36(3) Prendre acte des conclusions du rapport du Commissaire à la vie privée découlant d'une enquête concernant un fichier inconsultable
- 37(3) Prendre acte des conclusions du Commissaire à la protection de la vie privée à l'issue de son enquête sur la mesure dans laquelle une institution fédérale a appliqué les articles 4 à 8
- 51(2)(b) Demander qu'une affaire fasse l'objet d'une audition et soit tranchée dans la région de la capitale nationale
- 51(3) Demander le droit de présenter des arguments aux auditions menées en application de l'article 51
- 72(1) Dresser un rapport annuel destiné au Parlement
- 77 S'acquitter de responsabilités dévolues au chef de l'institution en application des règlements pris en vertu de l'article 77 dont il n'est pas question ci-dessus

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

DÉLÉGATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA
LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Articles et Pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 10 Verser les renseignements personnels dans les fichiers de renseignements personnels
- 11(a) Faire publier annuellement un répertoire de tous les fichiers de renseignements personnels et leurs contenus respectifs
- 11(b) Faire publier annuellement un répertoire de tous les renseignements personnels qui ne sont pas contenus dans un fichier spécifique
- 15 Proroger le délai et en aviser le demandeur
- 31 Prendre connaissance de l'avis du Commissaire à la protection de la vie privée de son intention d'enquêter